

OUVERTURE À VIENNE DE LA 6^e CONFÉRENCE DES ÉTATS-PARTIES À LA CONVENTION
DES NATIONS UNIES CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE**Qu'en est-il de l'effectivité de la coopération internationale ?**

Aujourd'hui s'ouvre à Vienne la 6^e Conférence des Etats-parties à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, Convention dite de Palerme, adoptée en 2000. Au vu du contexte mondial et régional particulièrement marqué par une explosion sans précédent du crime organisé à grande échelle, l'application de cette convention ne semble pas avoir fait de grands progrès après 12 années d'existence.

L'ordre du jour de cette réunion est particulièrement chargé. Il y aura l'examen de l'application de la Convention des Nations et les protocoles s'y rapportant : le protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ; le protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer ; le protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions. L'étude «d'autres infractions graves» est prévue, telles que définies dans la Convention, y compris les nouvelles formes et dimensions de la criminalité transnationale organisée.

La coopération internationale est incontournable dans ce

type d'instrument, «notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et coopération internationale aux fins de confiscation et création et renforcement des autorités centrales».

Une coopération très peu effective et toujours en attente d'une volonté politique de la communauté internationale.

L'Algérie appuie «la création d'un mécanisme de mise en œuvre de la Convention des Nations unies»

Le 10 octobre 2012, dans le cadre des réunions préparatoires de la 6^e Conférence des Etats-parties, lors des travaux d'une commission spécialisée, le représentant du gouvernement algérien, M. Chir, a déclaré que «les frontières, longues

et poreuses du Sahel, facilitaient les trafics de la criminalité transnationale organisée».

Il a évoqué «les défis d'ampleur planétaire que constituent le terrorisme, le blanchiment d'argent, le trafic de drogues et la traite des personnes», et que «le temps était venu d'agir avec force contre ces fléaux».

Il a appuyé la création «d'un mécanisme de mise en œuvre de la Convention des Nations unies sur la criminalité transnationale organisée», dite Convention de Palerme, adoptée en 2000. Selon lui, toujours lors de cette réunion de l'UNODC, «le gouvernement algérien a mis en place une stratégie 2011-2015 sur le contrôle de la drogue, incluant des campagnes de sensibilisa-

tion et un travail de proximité avec les jeunes dans les quartiers. Une enveloppe budgétaire conséquente a également été allouée au traitement des toxicomanes».

Peu de résultats sur le terrain

La Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée a été adoptée en novembre 2000. Elle a été ratifiée par l'Algérie en février 2002. La transposition de cette convention en droit interne en Algérie a commencé en 2003 par le vote d'une loi relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger. En décembre 2004, a été mise en place une cellule gouvernementale du traitement

du renseignement financier auprès du ministère des Finances.

Cette cellule est opérationnelle depuis décembre 2004 et serait, selon la réglementation algérienne, «un organisme indépendant chargé de recevoir, d'analyser et de traiter les déclarations de soupçons relatives aux opérations bancaires ou financières susceptibles de constituer des infractions de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme». C'est le 6 février 2005 que fut promulguée la loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Quelques mois plus tard, le 31 décembre 2005, était signée la loi relative à la lutte contre la contrebande.

Le 9 janvier 2006, en appli-

cation de la loi de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme était signé le décret exécutif sur la déclaration de soupçon de blanchiment d'argent, décret qui a précisé les modalités d'établissement de la déclaration de soupçon à laquelle sont tenues toutes personnes physiques ou morales qui seraient amenées à douter de la légalité de l'origine ou de la destination de fonds manipulés.

La déclaration de soupçon est, ainsi, rendue obligatoire, y compris dans le cas où il a été impossible de surseoir à l'exécution des opérations concernées ou postérieurement à leur réalisation. Des lois, des textes d'application, mais peu de résultats sur le terrain.

Djilali Hadjadj

NOUVEAU RAPPORT SUR LE SECTEUR DE LA DÉFENSE
Deux tiers des entreprises internationales d'armement ne sont pas assez transparentes

Nous avons reçu de la section britannique de l'ONG Transparency International son nouveau rapport (*) intitulé «Defence Companies Anti-Corruption Index» (Indice anti-corruption dans les entreprises d'armement), rapport rendu public le jeudi 5 octobre 2012.

Ce nouvel indice étudie les efforts des multinationales de l'armement à prévenir et à lutter contre la corruption en leur sein. 129 entreprises ont été passées en revue. Les entreprises sont notées de A à F en fonction des données publiques qu'elles communiquent sur leur système de lutte contre la corruption.

Selon ce rapport, près de deux tiers des entreprises de défense sondées ne sont pas

assez transparentes. Ainsi, seulement dix d'entre elles se classent dans les meilleures catégories, tandis que 60 autres se classent dans les deux dernières. «Près de la moitié d'entre elles — 60 sur 129 — ne fournissent que très peu de preuves de l'existence de systèmes destinés à éviter la corruption et du fait qu'elles insufflent des valeurs éthiques solides, ce qui leur vaut les notes E et F», souligne le rapport.

BAE Systems, Northrop Grumman et Thalès se classent dans la catégorie B. Boeing, EADS, General Dynamics Corporation, L3 Communications, Lockheed Martin, Raytheon, Rolls Royce et Textron sont classés dans la catégorie C. CAE et Navistar se

classent en catégorie D. Dassault Aviation et Ultra Electronics se retrouvent dans la catégorie E, tandis que Nexter, Sukhoi et toute une série d'entreprises de Chine, de Russie ou d'Israël sont dans la catégorie F, soit la plus mauvaise note.

D. H.

(*) Nous mettons ce rapport, en anglais uniquement, à la disposition de nos lecteurs : il suffit d'en faire la demande via Internet à l'adresse suivante : «mailto:soir_corruption@hotmail.com» soir_corruption@hotmail.com» (tirez du «8»).

EN UNE ANNÉE, 296 MILLIARDS D'EUROS ONT QUITTÉ L'ESPAGNE
ET 235 MILLIARDS L'ITALIE !

Le FMI s'alarme des fuites de capitaux en Europe

Le Fonds monétaire international (FMI) considère que la zone euro demeure «le principal risque» pour la stabilité financière mondiale dans son rapport publié, mercredi 10 octobre à Tokyo. Le FMI pointe la fuite des capitaux privés des pays de la périphérie vers les pays du centre de la zone euro dans des proportions inédites. Au cours des douze mois s'achevant en juin, 296 milliards d'euros ont quitté l'Espagne et 235 milliards l'Italie.

À VOIR ABSOLUMENT SUR «ARTE»

Dernières diffusions de Noir finance

Comme annoncé dans «Le Soir corruption» du 1^{er} octobre, la chaîne de télévision franco-allemande, diffusait le mardi 2 octobre, un excellent documentaire intitulé *Noir finance* et composé de 2 parties, *La grande pompe des phynances* et *Le bal des vautours*. Des lecteurs qui n'ont pas pu le voir nous ont demandé s'il y avait une rediffusion. Oui, et même deux rediffusions : le mardi 16 octobre 2012 à 9h25, heure algérienne, et le samedi 20 octobre à 9h45. Peut-on encore

arrêter la finance folle ? Ce double documentaire, qui a été réalisé par Jean-Michel Meurice et Fabrizio Calvi, est une enquête magistrale au cœur d'un capitalisme financier que plus personne ne maîtrise et qui a plongé le monde dans de graves turbulences.

A nos lecteurs «Le Soir Corruption» du lundi 8 octobre 2012 n'est pas paru pour des raisons d'abondance de matière. Toutes nos excuses à nos lecteurs.

Publicité

S.A.R.L. EMIN AUTO

Hafei Motor

REMISE DE 40.000 DA SUR TOUTE LA GAMME HAFEI

LIVRAISON IMMEDIATE

SERVICE APRES VENTE ET PIECES DE RECHANGE ASSURES 24/24H
DANS TOUT LE RESEAU HAFEI SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Direction Commerciale:
Tél: 00213.21 24 96 14-24 93 24
00213.21 24 94 59-24 95 48
Fax: 00213.21 24 66 66-24 93 33



new mini bus 6+1 AC



new king conteneur existe en frigo



new king plateau



new king double cabine plateau

-Sarl Emin Auto : Birkhadem 021 55 24 71. Kouba 021 28 65 88. Ouled slama 025 46 35 57. Blida 025 42 02 01. Oran 040 23 90 64. Tlemcen 043 26 24 08. Annaba 030 82 04 31. -Biskra :Ets Bouzidi 033 73 24 96. M'sila: Snc Bouguerra 035 55 51 11
-Ets Oualah :Lakhdaria 026 90 48 29. Bouira 026 93 47 83. Saida 048 51 48 77. Mascara 045 93 52 81. -Ets Mamouni :Akhou 0557 64 45 53. Jijel 034 49 50 34. Tiaret :Ets Benkhalifa 046 42 43 20. Sarl Rabia Auto :Khmis miliana 07 70 96 40 24
-Sarl Oman Auto :Setif 036 64 20 58. Constantine 031 61 52 38. B.B. Arreridj 05 50 47 63 47. Bejaia :Sarl Auto Mourad 034 20 68 61. Khenechela :Ets Bougoffa 032 32 90 90. Djelfa :Auto Dina 027 90 09 08. Ain m'ila :Ets Dirmi Mouloud 032 45 95 03
-Batna : Snc Boudjellal 033 85 35 44. Sidi belabbes : Ets Bendida 048 54 11 97. Adrar : Ets Bahya 049 96 50 85. Skikda : Ets Messiad 030 92 33 70. Eurl Rouiba bus 021 85 43 42. Ets Ounissi : El oued 032 21 52 52. Ouargla 029 76 10 43
-Sarl automobile services : Relizane 046 92 14 00. Chlef 027 79 74 40. Mostaganem 045 30 70 72. Ain defla 027 59 02 64. Sarl Ultpa : Carroubier 021 23 14 00. -Ets Benmansour :Beb Ezzouar 021 20 5439. Dar El Beida 021 75 47 11
-Bordj El Kiffane 0770 52 54 94. Sarl Auto Yavuz :Boumerdes 024 49 81 49. Azazga 0550 59 77 01. Tizi ousou 026 20 11 14. Mila: Eurl brika auto 031 50 63 63